



Montreuil, le 23 décembre 2021

Mme Amélie de MONTCHALIN
Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques
Courriel : sp.mtfp@transformation.gouv.fr

M. Olivier VERAN
Ministre des Solidarités et de la Santé
Courriel : sec.ministre.solidarites-sante@sante.gouv.fr

Copie à :
M. Adrien TAQUET
Secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles
Courriel : sec.se.enfance@sante.gouv.fr

N/Réf. : NP/DD/AM
N°217_20211223

Objet: préavis de grève de 0 h à 24 h pour la journée du mardi 11 janvier 2022

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

La fédération CGT des Services publics dénonce plus que jamais la situation catastrophique que vivent au quotidien les agents des métiers du soin et du lien de la fonction publique territoriale.

Alors que le 7, puis le 14 et encore le 15 décembre, des milliers de professionnels du social, médico-social et de l'animation étaient dans la rue partout en France, en grève et manifestation pour faire entendre leur colère et dire STOP aux politiques régressives conduites à marche forcée par les employeurs locaux et le gouvernement, une nouvelle fois vous n'avez pas voulu entendre leurs légitimes revendications !

La colère des professionnels explose et s'amplifie !

Les secteurs du soin et du lien ne représentent pas un coût, mais bien un investissement indispensable pour l'avenir, la cohésion de notre société et le bien-être des citoyens.

Alors oui, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, agissez pour que ces professionnels puissent enfin œuvrer dans de bonnes conditions de travail leur permettant ainsi de répondre aux besoins de la population et des enfants par un service public de qualité et de proximité, accessible à toutes et tous.

Le 11 et le 27 janvier 2022, dans l'unité la plus large, travailleurs sociaux, médico-sociaux, animateurs, sages-femmes, ATSEM, professionnels de la petite-enfance, des services d'aides à domicile, des EHPAD... seront de nouveau en grève et manifestation partout en France.

Ceux qui viennent en aide aux populations les plus fragiles affirmeront à nouveau qu'ils sont essentiels et qu'ils doivent être reconnus en ce sens.

La fédération CGT des Services publics vous demande, à nouveau, l'ouverture sans délai de véritables négociations pour :

- L'amélioration immédiate des rémunérations dans le cadre du statut de la fonction publique territoriale : revalorisation immédiate de 10% a minima des salaires indiciaires pour pallier la perte du pouvoir d'achat depuis plus de 10 ans et revaloriser les métiers à prédominance féminine ;
- La reconnaissance des qualifications et de l'engagement des agents de la fonction publique territoriale ;
- Le recrutement massif et pérenne, dans le cadre de la fonction publique territoriale de personnel·le·s qualifiés et diplômés en nombre suffisant pour répondre aux besoins des populations et assurer un service public de qualité et de proximité : 10 % d'effectif supplémentaire immédiatement ;
- La résorption des emplois précaires avec un plan de titularisation massif ;
- Le droit au départ à la retraite à 60 ans pour toutes avec la reconnaissance à la pénibilité ;
- Des politiques publiques sociales, médico-sociales et de l'animation, ambitieuses à hauteur des enjeux de notre société : Stop aux privatisations, le social n'est pas à vendre !

Dans l'unité la plus large, les agents ne lâcheront rien pour l'amélioration de leurs conditions de travail et l'augmentation immédiate de leurs salaires.

C'est pourquoi la fédération CGT des Services publics dépose un **préavis de grève spécifique de 0 h à 24 h pour la journée du mardi 11 janvier 2022** pour l'ensemble des agent·e·s de la Fonction publique territoriale.

C'est bien de mesures générales concrètes dont les agents publics et les services publics ont besoin. Il vous revient désormais, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, d'ouvrir sans attendre de véritables négociations pour lesquelles nous sommes immédiatement disponibles.

Dans cette attente, nous vous adressons, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, nos sincères salutations.

Pour la fédération CGT des Services publics
Natacha POMMET,



Secrétaire générale